

N° 1155.

FRANCE ET POLOGNE

Convention relative à la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, signée à Paris, le 30 décembre 1925.

FRANCE AND POLAND

Convention with regard to the Transmission of Judicial Documents and "commissions rogatoires" in Civil and Commercial Matters, signed at Paris, December 30, 1925.

N^o 1155. — CONVENTION ¹ ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE
RELATIVE A LA TRANSMISSION DES ACTES JUDICIAIRES ET
DES COMMISSIONS ROGATOIRES EN MATIÈRES CIVILE ET
COMMERCIALE, SIGNÉE A PARIS, LE 30 DÉCEMBRE 1925.

Texte officiel français communiqué par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 mai 1926.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ayant résolu de se prêter mutuellement aide judiciaire et étant tombés d'accord pour conclure une convention relative à la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les actes judiciaires en matières civile et commerciale destinés à des personnes résidant sur territoire de la République de Pologne, ainsi que les commissions rogatoires en matières civile et commerciale à exécuter sur ce territoire, émanant d'autorités françaises, seront transmis par les agents diplomatiques ou consulaires français au président du tribunal d'arrondissement de ce ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les actes judiciaires en matières civile et commerciale destinés à des personnes résidant en France, ainsi que les commissions rogatoires en matières civile et commerciale à exécuter sur le territoire français, émanant des autorités polonaises, seront transmis par les agents diplomatiques ou consulaires polonais au procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le destinataire ou dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

Les pièces relatives à l'exécution de la demande seront renvoyées par l'autorité requise à l'agent diplomatique ou consulaire qui aura transmis l'acte judiciaire ou la commission rogatoire sans être accompagnées de traduction.

Article 2.

En cas d'incompétence de l'autorité à qui a été transmis un acte ou une commission rogatoire, cette autorité en informera immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire requérant et transmettra d'office cet acte ou cette commission rogatoire à l'autorité compétente. Dans tous les cas où un acte ne pourrait être remis au destinataire, ou lorsqu'une commission rogatoire ne peut être

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 1^{er} mars 1926.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1155. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND POLAND WITH REGARD TO THE TRANSMISSION OF JUDICIAL DOCUMENTS AND "COMMISSIONS ROGATOIRES" IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED AT PARIS, DECEMBER 30, 1925.

French official text communicated by the Prime Minister, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place May 5, 1926.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC, having resolved to lend each other mutual legal aid and having agreed to conclude a Convention relating to the transmission of judicial documents and *commissions rogatoires* in civil and commercial matters, the undersigned, duly authorised to this effect, have agreed to the following provisions :

Article 1.

Judicial documents in civil and commercial matters intended for persons residing in the territory of the Polish Republic, and *commissions rogatoires* in civil and commercial matters to be executed in that territory, which emanate from the French authorities, shall be transmitted by the French diplomatic or consular agents to the President of the District Court within whose area the recipient of the act resides or the *commission rogatoire* is to be executed.

Judicial documents in civil and commercial matters intended for persons residing in France, and *commissions rogatoires* in civil and commercial matters to be executed in French territory, which emanate from the Polish authorities, shall be transmitted by the Polish diplomatic or consular agents to the " Procureur de la République " within whose area the recipient of the act resides or the *commission rogatoire* is to be executed.

Documents relating to the execution of the request shall be sent to the diplomatic or consular agent who has transmitted the judicial document or the *commission rogatoire* by the authority applied to and need not be accompanied by a translation.

Article 2.

In case the authority to whom the document or *commission rogatoire* has been transmitted is not competent, such authority shall immediately inform the diplomatic or consular agent making the request and shall of its own motion forward the document or *commission rogatoire* to the competent authority. In all cases in which the document cannot be served on the recipient or in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Paris, March 1, 1926.

exécutée, l'autorité requise en informera immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire requérant, en indiquant les motifs pour lesquels il n'a pu être donné suite à la demande.

Article 3.

La correspondance échangée entre les agents diplomatiques et consulaires et les autorités de l'Etat requis sera rédigée dans la langue de ce dernier Etat.

Article 4.

La lettre de l'agent diplomatique ou consulaire transmettant un acte judiciaire destiné à être remis conformément à la procédure instituée à l'article 6 devra indiquer : l'autorité de qui émane l'acte, le nom, la qualité et l'adresse des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte dont il s'agit.

Lors de leur envoi à l'autorité requise, les actes judiciaires dans tous les autres cas, ainsi que les commissions rogatoires, doivent être accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat requis.

Ces traductions seront certifiées conformes par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis ou de l'Etat requérant.

Article 5.

L'autorité requise peut refuser la notification des actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires si l'Etat sur le territoire duquel la notification ou l'exécution doit avoir lieu est juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

L'autorité requise peut également refuser l'exécution d'une commission rogatoire si, dans l'Etat requis, l'exécution de la mesure demandée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Article 6.

En règle générale, l'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire qui l'acceptera volontairement. La preuve de la remise se fera au moyen soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la remise. Si l'acte à notifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation pourra être inscrit sur l'un des doubles qui sera retourné.

En cas de refus de la part du destinataire de recevoir l'acte, l'autorité requise renverra immédiatement celui-ci à l'agent diplomatique ou consulaire requérant en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

Article 7.

Sur demande expresse des agents diplomatiques ou consulaires, l'autorité requise fera signifier l'acte soit dans une forme spéciale prescrite par la législation de l'Etat requis pour les significations de même nature, soit dans une forme spéciale non contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 8.

En règle générale, l'autorité du pays requis qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

which a *commission rogatoire* cannot be executed, the authority applied to shall immediately inform the diplomatic or consular agent making the application, stating the grounds on which the request has not been complied with.

Article 3.

Correspondence exchanged between the diplomatic and consular agents and the authorities of the State applied to shall be in the language of the latter State.

Article 4.

The letter by which a diplomatic or consular agent transmits a judicial document to be served in conformity with the procedure laid down in Article 6 shall state the authority from whom the document emanates, the names, description and addresses of the parties, the address of the recipient and the nature of the document in question.

Except in the cases referred to above, judicial documents and *commissions rogatoires* must, when despatched to the authority applied to, be accompanied by a translation in the language of the State applied to.

These translations shall be certified correct by the diplomatic or consular agent of the State making the request or by a sworn translator of the State applied to or of the State making the request.

Article 5.

The authority applied to may refuse to serve judicial documents or to execute *commissions rogatoires* if the State in whose territory the service or execution is to take place considers them to be such as to endanger its sovereignty or security.

The authority applied to may also refuse to execute a *commission rogatoire* if, in the State applied to, the execution of the measure does not fall within the functions of the judiciary.

Article 6.

As a general rule, the authority applied to shall confine itself to effecting service by the transmission of the document to the recipient if the latter is willing to accept it. Proof of service shall be furnished either by a receipt, dated and signed by the recipient or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service. If the document to be served has been forwarded in duplicate, the receipt or certificate may appear on the copy which is returned.

Should the recipient refuse to accept the document, the authority applied to shall immediately return the latter to the diplomatic or consular agent making the request, stating the reason for which it has not been served.

Article 7.

At the express request of the diplomatic or consular agents, the authority applied to shall serve the document either in the special manner prescribed by the law of the State applied to for the service of similar documents or in a special form which is not incompatible with such law.

Article 8.

As a general rule, the authority which executes a *commission rogatoire* will apply the law of its own country in regard to the procedure to be followed.

Elle devra, s'il est nécessaire, pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, user des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

Article 9.

Sur demande expresse des agents diplomatiques et consulaires, l'autorité requise :

1^o Devra exécuter la commission rogatoire selon une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis ;

2^o Devra informer en temps utile l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire afin que les parties intéressées puissent y assister.

Article 10.

La notification des actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires ne donne lieu au remboursement d'aucuns frais, sauf les exceptions suivantes :

1^o Frais occasionnés pour la signification d'un acte judiciaire, sur demande expresse, dans une des formes prévues à l'article 7 ;

2^o Frais supplémentaires occasionnés pour l'exécution d'une commission rogatoire dans une forme spéciale conformément aux stipulations du paragraphe 1^{er} de l'article 9 ;

3^o Frais occasionnés par l'emploi des moyens de contrainte prévu au paragraphe second de l'article 8 pour l'exécution des commissions rogatoires ;

4^o Les honoraires d'experts.

Article 11.

Le remboursement des frais sera réclamé par l'autorité requise à l'agent diplomatique ou consulaire requérant en même temps qu'elle lui envoie les pièces constatant l'exécution de la demande
1 avait été adressée.

Ces frais seront évalués d'après les tarifs en vigueur dans l'Etat requis.

Article 12.

Les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent le droit :

1^o De faire effectuer par leurs agents diplomatiques et consulaires directement et sans contrainte, des remises d'actes judiciaires en matières civile et commerciale, sur le territoire de l'autre Partie, exclusivement à leurs nationaux ;

2^o De faire exécuter directement et également sans contrainte par les mêmes agents des commissions rogatoires en matières civile et commerciale, exclusivement lorsque les personnes à entendre sont leurs nationaux.

Article 13.

Toutes les difficultés résultant de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Should this be necessary to ensure the execution of the *commission rogatoire*, the said authority shall employ the same measures of compulsion as for the execution of a commission emanating from the authorities of its own country or of a request put forward to the same effect by an interested party. These measures of compulsion shall not necessarily be employed for summoning parties to the case.

Article 9.

At the express request of the diplomatic or consular agents, the authority applied to :

- (1) Must execute the *commission rogatoire* according to a special procedure, provided such procedure is not incompatible with the law of the State applied to ;
- (2) Must inform the authority making the request in good time of the date on which and of the place where the *commission rogatoire* will be executed, in order that the interested parties may be present.

Article 10.

No expenses shall be refunded in respect of the service of judicial documents and of the execution of *commissions rogatoires*, with the following exceptions :

- (1) Expenses occasioned by the serving of a judicial document by special request in one of the forms referred to in Article 7 ;
- (2) Additional expenses occasioned by the execution of a *commission rogatoire* according to a special procedure in conformity with Article 9, paragraph 1 ;
- (3) Expenditure occasioned by the use of the measures of compulsion provided for in Article 8, second paragraph, for the execution of *commissions rogatoires* ;
- (4) Experts' fees.

Article 11.

The payment of expenses shall be claimed from the diplomatic or consular agent making the request by the authority applied to when transmitting the documents establishing the execution of the request.

These charges shall be calculated in accordance with the rates in force in the State applied to.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties agrees :

- (1) To allow the diplomatic and consular agents of the other Party to serve judicial acts in civil and commercial matters on the nationals of the last-named Party only in its territory directly and without the use of compulsion.
- (2) To allow the said agents of the other Party to execute *commissions rogatoires* in civil and commercial matters directly and without the use of compulsion, but only when the persons to be heard are nationals of the last-named Party.

Article 13.

Any difficulties arising in connection with the present Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 14.

La présente convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie contractante.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 30 décembre 1925.

(L. S.) (Signé) ARISTIDE BRIAND.

(L. S.) (Signé) ALFRED CHLAPOWSKI.

(L. S.) (Signé) LÉON BABINSKI.

Copie certifiée conforme :

*Le ministre plénipotentiaire
Chef du Service du protocole.*

P. DE FOUQUIÈRE.

Article 14.

The present Convention shall be ratified.

It shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications.

It shall cease to have effect after the expiration of six months, reckoned from the date on which its denunciation shall have been notified by one or other Contracting Party.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, Paris, December 30, 1925.

(L. S.) ARISTIDE BRIAND.

(L. S.) ALFRED CHLAPOWSKI.

(L. S.) LÉON BABINSKI.

